



QUAND

LES MEDIAS

MANIPULENT L'INFO !!



Les luttes

4 - 5 - 14

Rupture de stocks des médicaments

12 - 13

DOSSIER

7

UFR

15

Quelle information ?



Les spécialistes de l'économie sociale

Trente ans d'expérience
auprès des comités d'entreprise,
des COS et des CASC.

Spécialiste des Organisations Syndicales,
présent auprès de plus de 40 Fédérations,
UD, UL et Comités Régionaux.

- . Expertises Comptables
- . Formation
- . Organisation des comptabilités
- . Commissariat aux comptes

40 experts qui vous sont proches

→ CONTACT

53 – 55, avenue d'Italie
CS 60453
80094 AMIENS CEDEX 3
Tél. : 03 22 53 27 47
Fax : 03 22 53 27 49

Site : www.coexco.com

Siège social
11, rue des Immeubles Industriels
CS 41132
75543 PARIS CEDEX 11
Tél. : 01 43 73 90 79
Fax : 01 43 73 92 52

DES GRÈVES CONVERGENTES

POUR IMPOSER LE PLAN CGT DE SOCIÉTÉ

Oui, la CGT a un projet complet de société, comme elle en avait un en 1943, c'est le programme du Conseil National de la Résistance.

Ce projet est cohérent, l'argent existe pour le mettre en place. Il représente un changement majeur de société en s'attaquant à la racine de nos problèmes, le capitalisme (et pas seulement le libéralisme qui en dérive).

Les grands changements sont toujours possibles, à condition déjà de les désirer et ensuite, de les organiser. Pour la méthode, on sait déjà ce qu'il ne faut **pas** faire :

- *La stratégie de mobilisation consistant à aligner le plus grand nombre de sigles syndicaux, appelé « **syndicalisme rassemblé** » est à bout de souffle. L'exemple le plus criant a été le désastre de la manifestation, pourtant totalement unitaire, du 22 mai 2018 qui fut la plus faible manifestation des fonctionnaires de toute l'histoire.*
- *De même, les journées de mobilisation « saute-mouton » dites « **journées d'action** », sont de moins en moins suivies, car elles ne sont pas vues par les salariés comme étant de nature à peser sur la guerre de classe que mènent contre nous le patronat et ses bras armés, le gouvernement Macron et l'Union européenne.*
- *La défaite des cheminots du printemps dernier, malgré leur formidable mobilisation, montre que des **grèves ne bloquant que partiellement l'économie** sont impuissantes à changer la donne.*
- *Enfin le soi-disant « **dialogue social** » n'est qu'une chambre d'enregistrement des discours des gérants du Capital, le tout sans aucun résultat positif pour les travailleurs.*

Comment dans ces conditions, stopper le rouleau compresseur des reculs, remises en cause, réformes ou contre-réformes qui pèsent sur le pouvoir d'achat, sur l'emploi, sur la protection sociale ?

1. **D'abord, comptons sur nous-mêmes** : pour agir, la CGT doit s'appuyer sur son corps militant, sur ces milliers de femmes et d'hommes qui font un travail quotidien à l'entreprise, au contact des réalités du terrain et des salariés.
2. **Donnons des perspectives aux salariés** : en 1968, si les travailleurs se sont massivement mobilisés, si en 1936 on a eu une ruée syndicale avec des niveaux très élevés de syndicalisation, ce n'est pas parce que les militants ont d'un seul coup décidé de se mettre au travail, c'est parce qu'il y avait des perspectives interprofessionnelles et une stratégie confédérale, avec une convergence des revendications.
3. **Réunissons et organisons-nous**, dans les secteurs les plus structurants de l'économie pour mettre en place un plan convergent de mobilisation et d'action sur une revendication unique : la nôtre.

**PLUS QUE JAMAIS, NOUS AVONS BESOIN D'UNE CGT
RASSEMBLÉE, SUR UN OBJECTIF COMMUN, POUR
RÉPONDRE AUX ATTENTES DES SALARIÉS.**

n° 535

VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES
Case 429-93514 Montreuil cedex
Tél. : 01.55.82.68.88
Fax : 01.55.82.69.15
<http://www.fnic-cgt.fr>
Email : contact@fnic-cgt.fr
Directeur de la publication : Emmanuel LEPINE
Commission paritaire n° 0123 S 06355
Conçu et réalisé par la FNIC CGT
Bimestriel—1,06 €
Imprimé par ADDAX imprimerie
Issn = 0763-7497

QUAND LA SOLIDARITÉ S'EXPRIME CHEZ TORAY

Il existe deux sites industriels TORAY en France : Celui de Lacq (64) pour la fibre de carbone, l'autre dans l'Ain, fabricant d'emballages alimentaires.

Le site de l'Ain a été contraint de se mettre en grève début octobre sur les conditions de travail : management par la peur, interdiction des téléphones portables, multiplication des caméras de vidéosurveillance, licenciements disciplinaires, etc.

La CGT TORAY 64 a alors décidé d'un communiqué de solidarité envers les grévistes de l'Ain, qui a été accueilli comme le symbole de notre unité sur les revendications.

Le 17 octobre, trois minibus avec 23 grévistes de l'Ain se sont rendus aux portes de l'usine de Lacq. Ce fut l'occasion d'appeler à la cessation du travail à Lacq pendant 24 h pour, d'une part exprimer leur solidarité envers nos camarades de l'Ain qui vivent les mêmes conditions de travail exécrables, mais aussi pour appuyer les revendications des salariés sur les deux sites, portées par la CGT depuis des mois : des embauches et des augmentations de salaire.

50% des équipes postés de l'usine du 64 ont répondu à cet appel à la grève, contraignant la direction à faire



travailler des cadres sur les unités de production pour éviter l'arrêt.

L'assemblée générale qui s'est tenue au portail de l'usine avec l'arrivée des camarades de l'Ain fut un moment fraternel comme nous ne l'avions jamais vécu ! Les salariés ont pu partager leurs expériences de lutte, débattre sur la question des salaires, sur les conditions de travail.

Notre solidarité s'est exprimée aussi financièrement.

C'est une motivation extraordinaire pour l'ensemble des grévistes que d'avoir vécu cette grève, une motivation nécessaire pour faire aboutir notre cahier de revendications !

ÇA NE PEUT PLUS DURER !

ÇA SANCTIONNE À TOUT VA CHEZ MICHELIN TROYES !

Les salariés vont au travail avec la peur au ventre car à chaque situation de travail, ils se retrouvent avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Des salariés victimes d'accidents du travail sont même convoqués pour des entretiens préalables à sanction pouvant aller jusqu'au licenciement.

Le ressenti des salariés est que plutôt l'objectif d'une journée de travail chez Michelin, c'est de ne pas faire d'erreur, sinon c'est le licenciement.

La CGT, en ordre de bataille, appelle à la grève. Le service maintenance de plusieurs ateliers plus touchés par ces entretiens préalables à sanction a fait grève à 100 % dans toutes les équipes. Les agents de fabrication sont venus soutenir leurs camarades mainteneurs devant la porte du service du personnel.



Devant l'ampleur de la mobilisation et la solidarité des salariés de plusieurs secteurs, aucun salarié n'a été licencié.

Encore une fois, seule la CGT a réagi et adresse un message fort à la direction. A chaque répression et envie de sanctions, nous répondrons par l'action.

CARGILL HAUBOURDIN : UNE SEULE JOURNÉE DE GRÈVE POUR GAGNER SUR 95 % DES REVENDICATIONS

Le Syndicat CGT et les salariés ont décidé de bloquer l'usine de Cargill Haubourdin (**NORD**) le lundi 15 octobre 2018 dès 4 H du matin pour les revendications suivantes :

- ↳ **Retrait complet du « projet EIFFEL » dans sa totalité,**
- ↳ **Embauche en CDI des 5 postes « 3^{ème} ensacheur »,**
- ↳ **Embauche en CDI des postes en Amidonneries,**
- ↳ **Consolidation des contrats « jour » maintenance en 5 x 8 définitivement,**
- ↳ **Embauche en CDI en poste de jour, d'un électricien et d'un graisseur,**
- ↳ **Revalorisation de la prime d'astreinte du week-end,**
- ↳ **Passage au coefficient 250 pour tous les techniciens maintenance ayant de l'ancienneté,**



- ↳ **Attribution de la prime aux résultats dans son intégralité à tous ceux qui sont, ou ont été en arrêt de travail.**

La forte mobilisation de la CGT et des salariés aura finalement duré moins de 24 heures pour arracher à la direction, pourtant restée sourde jusqu'à présent, un accord de fin de conflit avec l'obtention de 95 % des revendications portées par la CGT.

ARKEMA SAINT AUBAN :

UNE SUITE FAVORABLE AU PROJET CGT

Dans la Voix n°533, nous reportons la grève des salariés de l'usine de St Auban (04) pour maintenir un dispositif permanent de pompiers sur ce site Seveso, face à une direction qui entendait remplacer l'équipe de nuit par des astreintes.



Cette bataille avait amené Arkema, qui qualifiait le syndicat « d'irresponsable », à « suspendre » le projet. Il restait à la CGT la tâche de porter son propre projet, sans rien lâcher ni ménager ses efforts, en rencontrant les élus locaux et la préfecture. La CGT et les salariés ont été force de proposition sur une organisation alternative des secours, ainsi que des aménagements dans l'organisation de la surveillance qui, après de nombreuses réunions avec notre direction, ont été validées !

Qui est irresponsable dans cette affaire ??

Il y aura donc sur ce site, des pompiers en permanence, une organisation des secours en phase avec l'activité, une crédibilité vis-à-vis de l'administration et des riverains. Une garantie pour permettre à la plateforme de produire dans les meilleures conditions de sûreté et sécurité et pour TOUS.

Rien n'est gravé dans le marbre, il suffit d'avoir le courage et la force d'agir.

PROFESSIONNELS
DES MÉTIERS DE
SERVICES,
VOUS PASSEZ TOUT
VOTRE TEMPS
À PRENDRE SOIN
DES AUTRES.

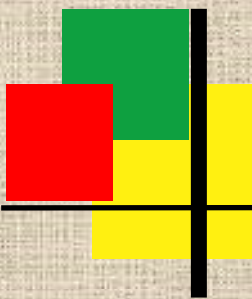


ET VOUS ?
QUI PREND SOIN
DE VOUS ?

Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLÉSIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES



QUELLE INFORMATION ?

QU'EST-CE UNE INFORMATION, ET COMMENT SE L'APPROPRIER ?

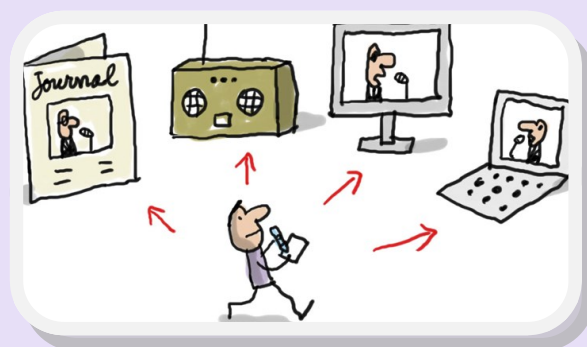
Chaque jour, nous écoutons, regardons les médias, ou lisons la presse écrite pour nous tenir informés de ce qui se passe dans le monde et en France, sur des sujets qui nous préoccupent.

Mais avant d'aller plus loin, il est bon de rappeler ce qu'est réellement une information. En effet, la parole des médias, est-ce réellement une **information**, ou une **donnée** ?

Données et informations sont des concepts qui s'entremêlent et peuvent sembler synonymes. Aussi il faut bien distinguer ce qui les différencie pour éviter toute confusion dans le reste du dossier.

Comme son nom l'indique, une donnée nous est fournie, et c'est toujours le cas : on perçoit/reçoit une donnée.

L'information, elle, ne nous est jamais donnée, elle résulte de l'interprétation d'une donnée. C'est celui qui interprète la donnée qui fait l'information. C'est nous, qui analysons cette donnée, la croisons avec d'autres, pour en faire une information.



La donnée peut être stockée, mais l'information, elle, ne peut pas être stockée, étant donné que c'est l'action d'interprétation que nous faisons de la donnée.

Si ceci nous est applicable, c'est aussi vrai pour les médias, car eux aussi reçoivent des données qu'ils interprètent pour les transformer en information. Lorsque nous voulons nous informer, nous sommes envahis d'informations diverses, et les sources ne manquent pas.

Dans un premier temps, nos informations proviennent de notre expérience, de ce que nous savons, et dans un deuxième temps, d'une source d'information tierce :

- ↳ nos proches,
- ↳ nos voisins,
- ↳ nos collègues,
- ↳ et dans la majorité des cas, des médias.

Notre cerveau réunit toutes ces données, les transforme en informations, lesquelles nous sont ensuite très utiles lorsque nous portons un regard sur le monde.

PAR QUI SONT GÉRÉES LES MÉDIAS PRINCIPAUX ?

En France, 7 milliardaires, dont le cœur d'activité n'est pas l'information, possèdent 95 % des médias français.

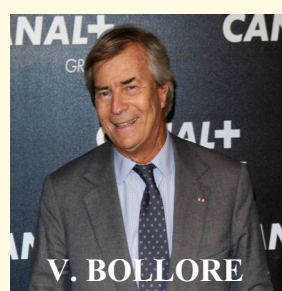
La plus grande partie des médias est sous l'influence de cinq groupes. Le marché français a ceci de particulier que cette forte concentration est aggravée par les alliances entre certains de ces groupes. Ces ententes génèrent de multiples dérives, notamment l'abolition de la frontière entre information et divertissement ainsi que l'uniformisation des contenus, les pressions sur les hommes politiques, ou au contraire l'implication des hommes politiques dans les lignes éditoriales, ou l'autocensure sur les sujets tabous.



Les Echos
Le Parisien

sien), Dassault (Le Figaro). Ces groupes occupent également une place de choix dans les autres médias : presse écrite, radio, cinéma, musique, etc.

Hormis l'intérêt financier, l'intérêt de ces grands groupes et de ces milliardaires est stratégique et vise notamment à acquérir, à travers ces titres de presse, des instruments d'influence sur leurs lecteurs.



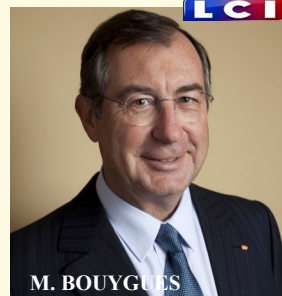
V. BOLLORÉ

Au vu de cette infographie, nous comprenons que l'information sélectionnée et diffusée le sera avant tout selon les orientations données par les propriétaires, lesquels sont généralement, rappelons-le, des gens très fortunés, avec un agenda corporatif et politique très développé. À ce sujet, n'oublions pas que la ligne éditoriale de tout grand quotidien se veut toujours le reflet de la pensée de ses propriétaires.



PATRICK DRAHI

Le marché français de la télévision privée est entre les mains de groupes industriels multinationaux : Bouygues (possédant TF1), Lagardère (possédant de nombreux canaux spécialisés), Vivendi (propriétaire de Canal Plus), LVMH (Les Echos, Le Pari-



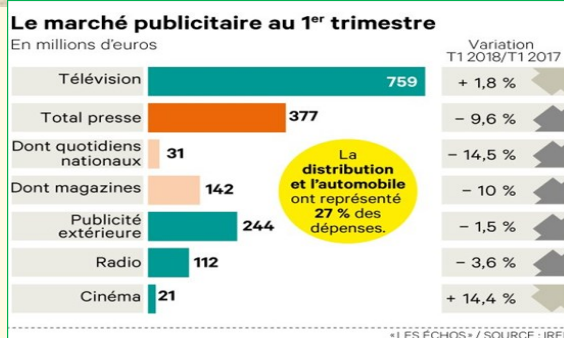
M. BOUYGUES

LES MÉDIAS : DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ABORD ET AVANT TOUT !

Les médias de masse, audiovisuels tout comme la radio, la presse papier et leurs sites internet sont la plus grande arme de manipulation massive.

Nés avec la révolution industrielle du XIXe siècle et le développement de la démocratie, les médias modernes sont des institutions, des entreprises qui se sont bâti une « crédibilité » en développant et en perfectionnant l'art de rapporter au plus grand nombre ce qui se fait, se vit, se raconte.

Mais à ce titre, les médias ne sont pas que des entreprises de diffusion d'informations, dont le souci idéologique serait uniquement d'informer le public. Ils existent avant tout pour être rentables, pour offrir un rendement à leur ou leurs propriétaires, lesquels engrangeront les profits.



Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que les médias diffusent leur information de façon pratiquement gratuite, laquelle est vendue aux annonceurs en quête de visibilité, d'un auditoire, d'un lectorat. A minima, 80 % des revenus des médias viennent de la publicité, le reste étant issu des abonnements et des aides de l'état. Ce qui fait de nous, en réalité, le « produit ».

DES MÉDIAS INDÉPENDANTS, OU SOUS CONTRÔLE DE L'ÉTAT ?

Le 25 septembre 1880, à New York, le journaliste John Swinton (éditorialiste en chef du New York Times) se fâche quand on propose de boire un toast à la liberté de la presse lors d'un banquet : « *Il n'existe pas à ce jour, en Amérique, de presse libre et indépendante. Vous le savez aussi bien que moi. Pas un seul parmi vous n'ose écrire ses opinions honnêtes et vous savez très bien que si vous le faites, elles ne seront pas publiées. On me paye un salaire pour que je ne publie pas mes opinions et nous savons tous que si nous nous aventurons à le faire, nous nous retrouverions à la rue illico. Le travail du journaliste est la destruction de la vérité, le mensonge patent, la perversion des faits et la manipulation de l'opinion au service des puissances de l'argent. Nous sommes les outils obéissants des Puissants et des Riches qui tirent les ficelles dans les coulisses. Nos talents, nos facultés et nos vies appartiennent à ces hommes. Nous sommes des prostituées de l'intellect. Tout cela, vous le savez aussi bien que moi* ».

C'est toujours vrai aujourd'hui, en France, comme ailleurs...

Le rôle des médias, normalement, est de contrebalancer le pouvoir des gouvernements, mais ils ne jouent pas ce rôle, bien au contraire. Lorsque vient la question d'une soi-disant sécurité nationale à cause des guerres perpétrées par l'état, une crise économique pour sauver les capitaux, toute la machine médiatique se met en branle et appuie les démarches gouvernementales.

CE QUI FAIT QUE L'IMPORTANCE DE L'INFORMATION SERA CALCULÉE EN FONCTION DES IDÉOLOGIES POLITIQUES ET DES AGENDAS CACHÉS DES PROPRIÉTAIRES DE JOURNAUX, ET NOUS NOUS RETROUVONS DEVANT UN CONTENU QUI EST SOUVENT DÉFORMÉ ET LOIN D'ÊTRE CONFORME À LA RÉALITÉ.



COMMENT ILS NOUS MANIPULENT ?

Pour faire passer leurs messages, les médias manipulent l'opinion publique et la société, par la **stratégie de la diversion**, qui consiste à détourner l'attention du public des problèmes importants et des mutations décidées par les élites politiques et économiques, grâce à un **déluge continu de distractions et d'informations insignifiantes**. La stratégie de la diversion est également indispensable pour empêcher le public de s'intéresser aux connaissances essentielles.

Ils amplifient aussi un problème, une situation, pour susciter une certaine réaction du public, afin que celui-ci soit lui-même demandeur des mesures qu'on souhaite lui faire accepter. Par exemple, amplifier la violence urbaine, ou des attentats sanglants, afin que le public soit demandeur de lois sécuritaires au détriment de la liberté. Ou encore, faire la « une » en mettant en avant une crise économique pour faire accepter comme un mal nécessaire le recul des droits sociaux et le démantèlement des services publics.

Dans le cas des attentats, ils font appels à l'émotionnel qui empêche le citoyen d'analyser les faits de façon pertinente, et donc de développer son sens critique. De plus, l'utilisation de l'émotionnel permet d'ouvrir la porte d'accès à l'inconscient pour y implanter des idées, des désirs, des peurs, des pulsions, ou des comportements...

Pour faire accepter une mesure inacceptable, il suffit de l'appliquer progressivement, en dégradé, sur plusieurs années si nécessaire. Mettre en avant le chômage massif, la précarité, la flexibilité, les délocalisations, font croire qu'il est impossible d'avoir des salaires décents, d'accéder à de nouveaux droits, voire accepter conduit à des reculs sociaux, tuant dans l'œuf toute velléité de révolution, s'ils avaient été appliqués brutalement.

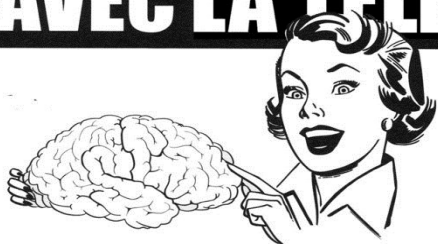


dans le futur. Il est toujours plus facile d'accepter un sacrifice futur qu'un sacrifice immédiat. D'abord, parce que l'effort n'est pas à fournir tout de suite, ensuite parce que le public a toujours tendance à espérer naïvement que tout ira mieux demain et que le sacrifice demandé pourra être évité. Enfin, cela laisse du temps au public pour s'habituer à l'idée du changement et l'accepter avec résignation lorsque le moment sera venu. Exemple avec la réforme des retraites, qui soi-disant, ne touchera pas les salariés qui partent maintenant, mais ceux qui ne sont pas encore en âge de partir. Ou encore des accords comme le TAFTA, qui est en négociation depuis 2013, dont nous ne verrons les conséquences que plus tard.

Enfin, faire croire à l'individu qu'il est seul responsable de son malheur, à cause de l'insuffisance de son intelligence, de ses capacités, ou de ses efforts. Ainsi, au lieu de se révolter contre le système économique, l'individu se culpabilise, ce qui l'empêche de réagir, de passer à l'action. Et sans action, pas de révolution !

C'est ainsi que des informations qui ont un grand impact au sein de la société sont reléguées au second rang et se retrouvent avec moins de visibilité. Il est donc facile pour tout média de manipuler ainsi l'information. Pas nécessairement en diffusant des informations biaisées, mais plutôt en reléguant des informations importantes au second rang, voire en omettant de les diffuser, sous le prétexte qu'il n'y avait plus assez d'espace rédactionnel ou de temps d'antenne. Ce qui a été le cas lors des mobilisations sur la loi travail où la mobilisation des salariés est passée en 10 secondes dans les médias.

**TOUS LES JOURS
JE LAVE MON CERVEAU
AVEC LA TELE**



Une autre façon de faire accepter une décision impopulaire est de la présenter comme douloureuse mais nécessaire, en obtenant l'accord du public dans le présent pour une application

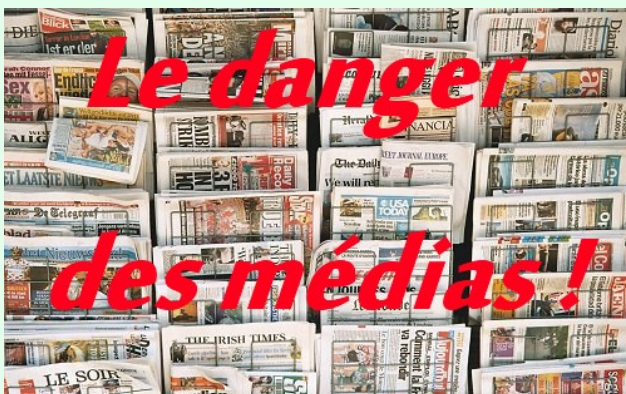
LE GLISSEMENT SÉMANTIQUE

Ou comment faire passer un évènement important en changeant de mot, le vidant de son sens, pour enlever le contenu émotionnel : « frappe aérienne » à la place de « bombardement », « dommages collatéraux » à la place de « victimes civiles », « libéralisme » à la place de « capitalisme », « loi de la jungle » à la place de « libéralisme », « solidarité » à la place de « impôt », « pédagogie préventive » à la place de « répression policière », « intervention humanitaire préventive » à la place de « intervention militaire », etc. Toute cette sémantique est orchestrée pour ne pas heurter l'opinion publique, pour qu'elle ne réagisse pas.

En ne reprenant que l'information officielle des gouvernements, sans contre vérification, le journaliste perd totalement son sens critique. Tout journaliste allant à contre courant de ces politiques est lourdement sanctionné.

Les journalistes des grands médias jouent un rôle de chiens de garde au lieu de protéger les citoyens contre les mensonges et les abus du pouvoir. Ils se sont laissé dépouiller de leur fonction essentielle, qui est de définir l'information, de discerner, dans le fatras des faits du jour, ce qui est important et ce qui est exact. Ils ont abandonné à d'autres, à ceux qu'ils devraient contrôler, le pouvoir de déterminer non seulement l'agenda et la hiérarchie de l'information, mais **bien plus gravement encore, les événements qu'il importe de couvrir et de traiter.**

Garder l'attention du public distraite, loin des véritables problèmes sociaux, captivée par des sujets sans importance réelle, garder le public occupé, sans aucun temps pour penser, voilà le vrai visage des Médias aujourd'hui.



Pour terminer, rappelons-nous que c'est en connaissant d'abord comment fonctionnent les médias et quelle est leur mécanique interne, en sachant comment se forge l'information quotidienne, en comprenant comment les journalistes recueillent l'information et comment ils la trai-



tent, en comprenant que les reportages ne ressassent, la plupart du temps, que des opinions mises en perspective avec d'autres opinions, ce qui éloigne généralement le public des faits, que nous sommes en mesure de distinguer le vrai du faux.

C'est ainsi qu'il nous est possible de nous prémunir contre les informations biaisées, l'abus de confiance, voire la manipulation médiatique.

Nous pouvons éviter d'avalier tout cru ce qui est rapporté et ainsi éviter nous faire avoir par cette véritable conspiration que sont devenus le « politiquement correct » et le conformisme social où tout le monde va dans la même direction, une direction décidée, et soulignons-le à gros traits pour le garder toujours en mémoire, par les « élites » de notre société.

Pour le lecteur, l'auditeur, tout cela ne semble guère rassurant. Rien ne nous assure que nous ne pouvons être victime, de temps à autre, d'abus de confiance de la part des médias. Mais peut-être est-ce notre faute, en bout de ligne, si nous nous laissons prendre au piège ?

Car il est assez paradoxal que, dans un monde où les journalistes font partie des professions auxquelles nous faisons le moins confiance, ces mêmes journalistes occupent une place considérable dans l'établissement de nos opinions, donc de la formation de notre propre réalité !

Bien entendu, il doit bien exister des journalistes intègres qui, comprenant bien le mécanisme pervers dans lequel s'engouffrent de plus en plus les médias occidentaux, ne se laissent pas piéger et font leur métier avec le plus de rigueur possible.

RUPTURES DE STOCKS DE MÉDICAMENTS, MOINS DE 50 IL Y A 20 ANS À 540 L'ANNÉE DERNIÈRE, LE PLUS SOUVENT, DES CHOIX DÉLIBÉRÉS DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Les causes sont nombreuses mais les plus importantes sont d'ordre industriel et relèvent du modèle économique de l'industrie du médicament et de ses choix stratégiques qui privilégient d'abord la rentabilité, la profitabilité pour ses actionnaires plutôt que garantir la réponse aux besoins des patients.

1. Ruptures sur les « petits » produits anciens :

De nombreux produits anciens ont parfois été remplacés dans leurs indications principales par d'autres plus récents, mais restent souvent indispensables dans une minorité de cas pour des patients qui n'ont pas d'alternative ou pour une indication de niche.

Le modèle économique a changé avec un tout petit chiffre d'affaires et de tout petits volumes industriels, qui font qu'ils sont très exposés aux ruptures (un seul lieu de production exposé au moindre incident) et ils ne sont pas prioritaires dans la stratégie des laboratoires.

Il n'y a parfois qu'une petite campagne de production par an (pendant un mois, une semaine...) dans un outil qui fait en priorité autre chose. Si, une année, les besoins sont supérieurs alors que la campagne est terminée, il y a rapidement rupture et il faut attendre la campagne de l'année suivante pour disposer à nouveau du produit.

Comme beaucoup de produits anciens, actualiser leur dossier (par exemple à l'occasion d'un changement de lieu de production) c'est ouvrir la boîte de Pandore : les critères de qualité d'aujourd'hui sont bien plus stricts que ceux d'hier et il n'est parfois tout bonnement pas possible de continuer à les produire en gardant le même procédé, or changer de procédé ou développer un procédé nouveau est très coûteux et a un impact réglementaire ; ce coût n'est pas volontiers supporté par les laboratoires pour des produits à tout petit chiffre d'affaires sans possibilité de retour sur investissements. De nombreux laboratoires ont pris le parti de se débarrasser du problème ou, du moins, du problème d'image associé à la rupture, soit en stoppant la commercialisation, soit en la cédant à l'AMM ou les droits de commercialisation du petit produit à un petit laboratoire parfois créé pour la circonstance. Les ruptures sont alors officiellement imputées à ce petit laboratoire. Mais souvent, les



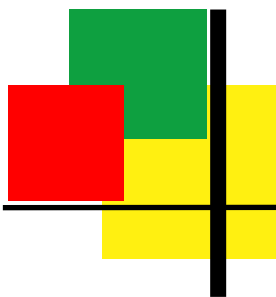
circuits de fabrication restent les mêmes qu'avant et les mêmes acteurs sont impliqués. Sauf que la chaîne de décision pour y remédier est désormais plus complexe.

2. Ruptures dues à la défaillance d'un fournisseur d'intermédiaire ou principe actif, ou d'un façonnier :

Le modèle favorisant la recherche d'une baisse des coûts par les laboratoires (que leurs produits soient ou non concurrencés par des génériques) a conduit, d'une part à des mises en sous-traitance de productions auprès d'acteurs souvent spécialisés (sous-traitants de chimie, façonniers pharmaceutiques), d'autre part à une part croissante des pays à bas coût de main-d'œuvre (surtout Chine et Inde) dans la fourniture de principes actifs.

La fragilité économique et industrielle grandissante de certains sous-traitants (fournisseurs d'intermédiaires, de principes actifs ou façonniers de médicaments) devient un sujet préoccupant qui va logiquement multiplier les ruptures, dans un modèle économique où le principe est que la production soit sous-traitée mais que la marge reste à l'intérieur du laboratoire pharmaceutique. **Il est inadmissible que de tels mécanismes puissent compromettre la fabrication de médicaments vitaux ou importants.**

Le recours croissant à des fournisseurs d'intermédiaires et principes actifs basés en Chine ou en Inde rend plus complexe la maîtrise de la chaîne de production et est un facteur favorisant les problèmes de qualité (bien que les problèmes de qualité ne soient pas l'apanage des Chinois et



Indiens, et que certains d'entre eux soient d'un bon niveau). En Chine, les mesures d'interdiction de fabrications prises par les pouvoirs publics à l'échelle de villes ou régions entières pour raisons environnementales conduisent parfois à l'arrêt brutal d'une ou plusieurs usines, sans prise en considération du risque de rupture qui en découle. Cela se traduit par des ruptures temporaires voire définitives, des recherches de solutions alternatives en urgence pour les laboratoires concernés (bien obligés de concéder des hausses de prix aux fournisseurs) et un début de relocalisation de la fabrication de certains principes actifs ou intermédiaires en Europe.

Les laboratoires mettent en cause la défaillance de certains fournisseurs ou sous-traitants, en omettant de rappeler comment eux-mêmes ont organisé la production de cette façon (parfois en cédant leurs propres sites à la sous-traitance) et en oubliant leur responsabilité concernant la mise en place d'une filière industrielle efficace comportant des plans B.

Les laboratoires oublient de préciser qu'ils mènent souvent une politique de stocks minimum qui accroît les risques de rupture, a fortiori lorsqu'ils ferment ou externalisent des sites de distribution. Ils ne précisent pas non plus que leurs plans de suppressions d'emplois successifs ont, dans bien des endroits, désorganisé la production, la maintenance ou encore le contrôle qualité.

3. Des solutions existent : les propositions de la FNIC CGT

Il pourrait être imposé la réalisation d'un stock de sécurité systématique sur les Médicaments d'Intérêt Thérapeutique Majeur (MITM), centralisé par les pouvoirs publics, et reconstitué chaque année en fonction des péremptions ; avec objectif de ne pas puiser dedans. Et déclencher une contribution financière du laboratoire concerné, lorsque les événements conduisent à puiser dedans pour cause de défaillance qui lui serait imputable (à lui ou à son fournisseur) ou lorsqu'il n'est pas capable de constituer ou reconstituer le stock sous un délai à définir (quelle que soit la cause).

L'administration devrait pouvoir s'opposer à toute cession à un tiers (et spécialement, à un tiers disposant de tout petits moyens) d'un MITM confronté périodiquement à des ruptures, en l'absence de présentation par le tiers d'un plan industriel crédible permettant de les éviter. Et en cas de cession, que la responsabilité des deux protagonistes soit engagée si l'ancien propriétaire reste un acteur de la chaîne industrielle.

L'administration devrait pouvoir s'opposer fermement à tout arrêt de commercialisation entraînant la disparition d'une option thérapeutique pour les patients, et devrait pouvoir mettre en place une sanction financière conséquente et adaptée.

Cette sanction pourrait être étendue aux autres laboratoires ayant stoppé un produit similaire dans les années antérieures, de façon à ce que le « dernier sortant » ne soit pas le seul pénalisé.

Le thème de la fragilité des sous-traitants et façonniers met en question la façon dont l'industrie s'est réorganisée et dont les laboratoires se sont désengagés de certaines activités de production (et continuent de le faire). Il faudrait d'abord recenser tous les « derniers lieux de fabrication » des MITM localisés chez les sous-traitants, pour leur apporter une protection particulière. Par exemple, une aide financière (qui serait attachée au lieu de fabrication lui-même, et surtout pas au laboratoire qui commercialise) provenant d'un fond de garantie alimenté par une cotisation des laboratoires pharmaceutiques concernés (donc, non prise sur un budget public), accrue à chaque nouvelle décision de mise en sous-traitance d'un site industriel qui fabrique un MITM. Cela reviendrait à une péréquation entre laboratoires et sous-traitants, et à la recherche d'un effet dissuasif sur le phénomène d'élargissement du périmètre de la sous-traitance.

La question du lieu de fabrication des intermédiaires et des principes actifs est complexe et le plus simple est de responsabiliser le laboratoire afin qu'il organise la multiplicité des sources possibles (« backup » interne ou externe) de manière à ce que la défaillance d'un fournisseur ne puisse pas conduire à une rupture. Cela pourrait prendre la forme d'une pénalité financière pour le laboratoire concerné, en cas de rupture due à la chaîne de production qu'il est censé organiser, sous-traitants et fournisseurs compris. Ce qui serait une incitation à s'impliquer davantage auprès des fournisseurs ou à privilégier une production en interne lorsque c'est possible.

DES SOLUTIONS SIMPLES DONC, QUI AURAIENT PU ÊTRE PRISES DE LONGUE DATE PAR LES GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS ET L'ACTUEL. FORCE EST DE CONSTATER QUE, TOUT COMME LE FONT LES LABORATOIRES, ILS ONT CHOISI DE PRÉSERVER L'INTÉRÊT DES LABORATOIRES ET SURTOUT DE LEURS ACTIONNAIRES PLUTÔT QUE DE GARANTIR LA SÉCURITÉ SANITAIRE ET THÉRAPEUTIQUE DES POPULATIONS.

A LA ROCHE SUR YON,

LES MICHELIN SONT DANS L'ACTION

L'usine de Michelin la Roche sur Yon est victime de la stratégie financière de l'entreprise. L'entreprise Michelin, toujours présentée comme un modèle du dialogue social a gelé tous les investissements qui avaient été promis et qui, par le biais des autres syndicats ont servi à la fermeture du site de Joué les Tours.

Plus de 700 emplois menacés.

Cette entreprise a perçu plus de 17 millions d'euros de CICE dont 66 % ont servi à financer 6 nouvelles machines de productions normalement prévues pour développer l'activité poids lourds de cette usine.

Mais, 4 de ces 6 machines ne sont jamais arrivées à destination. Elles ont été financées par l'argent public du contribuable mais directement envoyées en Espagne et en Hongrie en laissant les salariés dans l'incertitude du lendemain sans travail.

Le syndicat CGT de la Roche sur Yon, avec le soutien de toute la coordination CGT Michelin venue de toute la France, et des salariés du site, ont fait entendre leur voix.

La CGT refuse de rester les bras croisés en attendant de voir arriver un prochain plan antisocial qui sera, comme les autres, destructeur d'emplois industriels et demande à l'entreprise de réinvestir et d'embaucher pour garantir la pérennité du site.

Le mot d'ordre du syndicat avec les salariés est :

Tous ensemble pour défendre notre projet de société CGT, l'emploi, les salaires, la réduction du temps de travail, la reconnaissance de la pénibilité au travail par des départs anticipés à la retraite.

SEPR : EMBAUCHE DE PRÉCAIRES EN CDI



La bataille pour des créations d'emploi que le syndicat CGT de la SEPR (84) et les salariés ont menée depuis des mois, a porté ses fruits.

Le travail d'inventaire sur le manque d'effectifs que le syndicat a mené sur le terrain faisait ressortir que 49 embauches s'avéraient nécessaires. Ce sous-effectif est pénalisant, non seulement pour nos conditions de travail mais également pour la bonne marche de notre entreprise. **Ouvriers, agents de maîtrise, technicien .ne. s, cadres, c'est l'ensemble du personnel qui subit au quotidien ce manque de personnel !**

Il nous aura fallu intervenir en CE, en CCE, en réunion avec le Directeur Général en juillet pour nous faire entendre par la direction ! Au CCE du mois de juillet, les élus CGT ont fait savoir à la direction générale qu'il était impératif de discuter des embauches sans tarder, avec la direction de l'usine et les syndicats.

Il a surtout fallu créer un rapport de forces pour faire revenir la direction à la table des négociations.

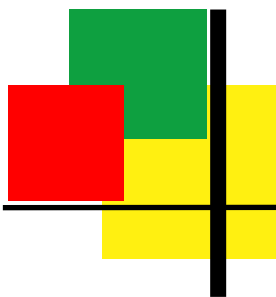
Après révision et ajustement, nous estimions le besoin au nombre de 30 embauches, la direction a fait une dernière proposition de 20 embauches. Le syndicat a validé cette décision.

Vingt salariés vont ainsi sortir de la précarité et les conditions de travail dans les ateliers concernés vont se trouver améliorées.

Non, il ne suffit pas de traverser la route pour trouver du travail !!!

Il s'agit de créer les conditions dans l'entreprise, avec la CGT, pour exiger des embauches !

Le rapport de forces avec les salariés en grève, aura été déterminant pour obtenir ces embauches réparties dans tous les collèges.



PARLONS DE PRIVILÈGES ...



Le gel des pensions de retraite est une mesure de justice sociale. On peut légitimement demander un effort générationnel aux retraités et ils sont en capacité de le faire.

Voilà la teneur générale des discours actuels : les retraités sont des privilégiés, ils abusent de la situation, ils ne travaillent pas et ce sont les actifs qui paient pour eux. En effet, notre système actuel est dit « par répartition » : les cotisations, basées sur les revenus de travailleurs en activité, servent au paiement des pensions des retraités. Les retraités d'aujourd'hui ont, durant leurs années d'activité, eux-mêmes payé les pensions des retraités d'hier et d'avant-hier. **Voilà ce qu'est la solidarité générationnelle !**

Les privilégiés, ce ne sont pas les retraités, ils se trouvent dans les classes dirigeantes et au gouvernement, ministres déjà fortunés qui abusent de leurs pouvoirs, de leur immunité, pour s'enrichir et favoriser leurs proches. Quant aux privilèges des retraités, ... ils les cherchent vainement ! Sauf à considérer que c'est grâce au système par répartition qu'ils ne sont pas livrés à la misère totale.

On essaie de faire croire que les retraités non seulement ne servent à rien mais en plus sont des parasites, une charge pour la société. Vous savez qui véhicule ces fausses informations et pourquoi : il s'agit de rendre les retraités, vos parents et grands-parents donc, responsables de tous les maux dont souffrirait le pays, ceci pour éviter de remettre en cause la politique consistant à privilégier toujours davantage les Bolloré, Arnaud, Bouygues, Pinault, et autres actionnaires déjà richissimes.

Le système de retraite solidaire par répartition, mis en place il y a plus de 70 ans, fonctionne bien, très bien même : s'il est en difficulté financière, c'est du fait de la baisse des cotisations, due à la fois au chômage massif et à l'exonération de cotisations décidées par les gouvernements successifs pour, soi-disant, augmenter la rentabilité des entreprises ! Permettre à des milliers de chômeurs de travailler serait bien plus efficace pour remplir les caisses de retraite (entre autres) que faire travailler les salariés jusqu'à un âge bien trop avancé !

Pourtant, sous prétexte, encore, « d'équité », le gouvernement veut fondamentalement changer ce système et imposer ce qui a déjà fait preuve de sa nocivité dans les pays comme la Suède, c'est-à-dire la retraite par points : baisse drastique du niveau des pensions, départs en retraite retardés jusqu'à près de 70 ans, recours aux fonds de pensions, à la capitalisation (pour ceux en ayant les moyens), ... font que des camarades suédois nous recommandent vivement de refuser ce système.



C'est tous ensemble, actifs, retraités, qu'il faut nous opposer à ce projet destructeur et imposer un retour aux fondamentaux de notre système par répartition, retraite à 60 ans (55 ans pour travaux pénibles) avec 37,5 années de cotisations.

Ne nous trompons pas d'adversaire !



Institution
de prévoyance

***Ensemble, pour assurer
votre tranquillité***

Institution paritaire, forte de plus de 40 ans d'expérience, nous sommes spécialisés dans l'assurance collective de personnes. Nous proposons aux salariés des branches des garanties de prévoyance (frais de santé, décès, invalidité) prévues par leur Convention Collective Nationale.

Et parce nous faisons des hommes et leur santé notre priorité, nous les accompagnons à chaque étape de leur vie en proposant des services au plus près de leur préoccupation.

APGIS

12, rue Massue
94684 Vincennes cedex
Tél. 01 49 57 16 00
www.apgis.com